



## Grand débat sur la transition écologique

Atelier organisé par l'Haÿ en Transition le 8 février 2019

### I. Introduction. Qu'entend-on par transition écologique ?

La problématique est plus vaste que celle de la transition énergétique, qui est au cœur du grand débat. Le mot écologie a deux significations. D'une part c'est une science dont l'objet est l'étude des interactions des êtres vivants (la biodiversité) avec leur environnement et entre eux au sein de cet environnement, et d'autre part c'est une démarche dont l'objectif est de réduire les impacts des activités humaines sur la nature afin de préserver celle-ci, un milieu de vie sain étant indispensable à la pérennité de notre espèce.

L'ambition de la transition dépend du constat partagé d'où on part sur l'état de santé de cet écosystème et des objectifs que l'on souhaite atteindre ; c'est la trajectoire de transformation à suivre entre le présent et l'avenir, notamment en raison des conséquences du changement climatique.

Les pouvoirs politiques et les organisations non gouvernementales témoignent de différentes approches :

- a) Soit on part du constat que les changements climatiques ne sont qu'un phénomène naturel (position des climato-négationnistes) ou bien que de toute façon, l'homme n'y peut rien, il n'y a pas de véritable transition nécessaire, sauf à remédier à la marge aux dysfonctionnements les plus flagrants, position que l'on peut résumer par « *business as usual* » ;
- b) Soit on part du constat que notre mode de développement n'est plus durable, mais comme on ignore quel pourrait être un avenir meilleur, on limitera la transition à la réparation des dommages et à prendre des mesures d'adaptation au changement climatique, comme par exemple : décarboner l'économie, limiter autant que possible l'exploitation des ressources naturelles, éviter les dommages irréversibles. On parlera dans ce cas de *transition réparatrice, de stratégie d'adaptation* ;
- c) Soit on vise un objectif idéal de développement durable, défini comme un développement écologiquement viable, économiquement viable et socialement

équitable et il s'agit de transformer radicalement nos modes de vie, de « changer le système », et on parlera de *transition réformatrice radicale* ;

- d) Soit enfin on part du constat de l'effondrement rapide de nos civilisations occidentales (collapsus, collapsologie développée par Raphaël Stevens et Pablo Servigne) et on peut se demander si le terme de transition a encore du sens, car il s'agit d'une véritable rupture.

Un consensus scientifique est désormais établi sur le plan du climat et de la biodiversité. Il y a urgence à agir face à la rapidité de transformations irréversibles et beaucoup relève de la responsabilité des Etats.

La difficulté d'agir à une échelle macroéconomique ne doit toutefois pas conduire au pessimisme ; la question est alors de trouver comment rester optimistes ensemble sur ces sujets.

Il y a une chaîne de responsabilité à construire du simple citoyen au gouvernement. L'Etat devrait notamment encourager les villes vertueuses par des mécanismes de compensation :

- **En modulant la dotation générale de fonctionnement (DGF) en fonction de l'évolution de leur bilan carbone ;**
- **En leur ouvrant l'accès aux mécanismes des certificats d'économie d'énergie.**

## **II. Débat. L'atelier s'est concentré sur le pouvoir du citoyen individuellement et au sein de sa collectivité**

Les leviers sont autant du côté des modes de consommation – qui doivent mobiliser les usagers - que des modes de production et de distribution - qui doivent mobiliser producteurs, chaînes, commerçants et pouvoirs publics.

Tout le monde doit se sentir responsable et acteur, quel que soit son rôle, comme l'illustre l'exemple de la légende amérindienne du colibri.

Les collectivités territoriales doivent servir de relais amplificateur à des actions individuelles (exemple est donné de **l'objectif zéro déchets mené avec des enfants des écoles, de la création de potagers dans les écoles ou des actions contre les emballages dans les grandes surfaces : plastics attacks**).

**Le développement du compostage** est souhaité par plusieurs participants ; à l'Haÿ, il a été mis en place avec succès dans une résidence de 7 bâtiments et permet de réduire d'un tiers le volume des poubelles. Un bilan du sondage sur le ramassage des déchets verts serait utile.

A Nantes, par exemple, les feuilles mortes ne sont pas ramassées et une bande de terre est laissée au milieu des trottoirs. Celle-ci peut être végétalisée et ainsi constituer une source de nourriture pour les insectes. Une formation des jardiniers municipaux semble nécessaire de même que des explications à la population sur ce changement des pratiques.

Ce serait en particulier aux collectivités de prendre en charge, ou d'aider à la prise en charge des actions **d'éducation, d'initiation et de formation**, ainsi que de faciliter l'accès à une information de qualité. Sur le territoire de L'Haÿ, par exemple, l'information sur le compostage n'a pas encore totalement vaincu les préjugés, ni le scepticisme, malgré les efforts de la RIVED et de la Maison de l'Environnement.

## A) GESTION URBAINE

### 1. Biodiversité et nature en ville

Les participants insistent sur l'importance de la biodiversité, menacée à la fois par la surexploitation des ressources naturelles, les pratiques agricoles intensives et l'extension urbaine et amplifiée par le changement climatique.

Des actions ponctuelles sont menées par des citoyens engagés (**installation de nichoirs, d'hôtels à insectes, gestion durable des jardins privatifs, sauvetage d'animaux sauvages**) ou des organismes spécialisés (Régie personnalisée pour la valorisation et l'exploitation des déchets de la région de Rungis - RIVED, maison de Chatillon).

Mais l'ambition doit être plus grande, et conduire à **remettre la nature en ville**.

Sujet sensible : construites en opposition à la campagne, nos villes ont une gestion trop « policée », voire « propre », excluant herbes folles et terrains sauvages. L'acceptabilité d'une gestion plus naturelle est faible et nécessite pédagogie, dialogue et décision collective.

La disparition progressive de la faune urbaine, à commencer par les oiseaux, est favorisée par la perturbation de leurs habitats :

- Lors de la réalisation d'opérations d'aménagements ;
- Par l'intensité lumineuse de l'éclairage.

Toutefois le commencement de prise de conscience doit être encouragé par une meilleure information et une plus grande concertation. Certains riverains s'opposent à la réduction de l'éclairage nocturne par crainte d'une recrudescence de la criminalité ; Il est donc important de diffuser les retours d'expérience de communes qui ont déjà tenté ces actions et de voir comment les adapter chez nous.

### 2. Urbanisme

Les épisodes récents de canicule et la menace de canicules à venir doivent conduire à reconsidérer l'urbanisme :

- **Lutter contre les îlots de chaleur existants et éviter d'en construire de nouveaux ;**
- **Sauvegarder, et réintroduire des arbres en ville, créer des jardins publics, reconstituer des forêts à proximité ;**

- Favoriser les habitations basse consommation, neutres, voire à énergie positive ;
- Ménager les espaces verts existants dans la reconstruction de la ville sur elle-même ;
- Lutter contre l'artificialisation des sols, leur imperméabilisation ;
- Développer les éco-quartiers, en concertation avec les habitants.

Réduire l'impact de l'urbanisme et de la construction sur l'utilisation de la ressource en eau

- Retour à des réseaux séparés (eau potable, eaux usées) ;
- Développer la récupération des eaux non potables et réutilisation des eaux usées pour d'autres usages (WC, lavage des sols et des véhicules).

### 3. Habitat

L'habitat est le premier producteur de gaz à effet de serre et un grand consommateur d'énergie et de ce fait, premier gisement d'économies potentielles. Les participants au débat proposent de :

- Rappeler que l'énergie la moins chère est celle qu'on ne consomme pas, et que donc l'isolation est prioritaire, dans l'habitat neuf comme dans l'ancien ;
- Mieux informer les habitants sur les différents mécanismes d'aides à l'isolation (exemple du prêt viager hypothécaire devenu prêt avance mutation dans la loi mais complètement méconnu) ; renforcer le rôle des agences locales de l'énergie (notamment à L'Haÿ) ;
- Mettre en place des politiques incitatives pour le développement d'éco-quartiers ;
- Développer l'usage de la géothermie dans l'habitat collectif (le rendre obligatoire dans le PLU ?)
- Développer les maisons zéro énergie (le Forum Métropolitain du Grand Paris a présenté l'expérience des « POP UP houses »).

### 4. Déplacements

Un consensus se dégage sur la nécessité de réduire l'usage de la voiture en ville et sur le fait que cela exige une approche globale et systémique de l'organisation urbaine, entre zones d'habitat, zones économiques et zones de loisirs qui, éloignées les unes des autres, accroissent les déplacements contraints

Outre leur impact néfaste sur la désertification commerciale en centre-ville, la multiplication des centres commerciaux en périphérie rend indispensable l'usage de la voiture.

**Développer les transports doux (piéton, vélo), créer des pistes cyclables (cf futur plan vélo), de stationnements dédiés, des sites de réparation** est vivement souhaité, de même que :

- Lutter contre le stationnement sauvage ;
- Favoriser le retour de pratiques « naturelles » et ludiques : calèches, chevaux de trait (en voie de disparition !)
- Réduire les conflits d'usage : piétons, PMR (personnes à mobilité réduite), trottinettes.

La question de la rentabilité des transports publics est posée, et par extension celle des services publics en général, dans une approche de transition radicale.

## B) Alimentation, distribution

La persistance de la culture d'après-guerre qui favorise l'alimentation carnée est à reconsidérer au regard de la santé publique et des dommages liés à l'élevage intensif (environnement et bien-être animal). Voici des actions concrètes qui ont été mises en avant :

- Favoriser l'agriculture paysanne, qui est une demande de plus en plus populaire ;
- Un dialogue entre consommateurs, producteurs et commerçants, afin de permettre l'acceptabilité de la transition écologique et économique par les différentes parties ;
- Inciter les consommateurs à manger des produits de saison, essentiel pour limiter l'impact des transports ;
- Développer la vente locale ainsi que les systèmes coopératifs (supermarché coopératif comme la Louve à Paris ou Super Quinquin à Lille) ;
- Pour les produits importés, ajouter au coût de fabrication des produits, un coût environnemental intégrant le coût d'émission des gaz à effet de serre (taxe carbone).

## C) CHANGER LE SYSTEME – FREINS ET OPPORTUNITES

L'investissement des citoyens, même relayé par leurs élus locaux, reste insuffisant pour modifier les choses en profondeur.

La logique d'économie financière qui prévaut, accentuée par l'enseignement économique qui peine à se réformer, rend certains problèmes insolubles si certains dogmes ne sont pas remis en cause :

- « Dictature » du PIB ;
- Absence de prise en compte du coût social et du coût environnemental, notamment de l'empreinte carbone (capital humain et capital environnemental sont les variables d'ajustement du capitalisme financier) ;
- Exigence de rentabilité, même pour des services d'intérêt général ;
- Fiscalité parfois confiscatoire et non incitative.

Le système ne peut se réformer sans l'implication citoyenne ; encore faut-il qu'on lui en donne les moyens.

Les procédures de décision publique, à quelque échelle que ce soit, doivent être réexaminées afin de permettre la participation du citoyen.

## CONCLUSION

L'atelier a montré qu'aborder la question de la transition écologique (prise dans son sens global) conduit à s'interroger sur les autres thématiques soumises au grand débat :

- Rôle et organisation de la puissance publique ;
- Exigence de participation citoyenne à la décision publique ;
- Refonte de la fiscalité.

Cette transition implique également de reconsidérer nos usages, de remettre en cause notre confort, voire notre conformisme. Chacun a envie de changement, y compris les jeunes, comme le montrent les récentes grèves pour le climat, mais ne sait pas par où commencer. Il est important de parler des risques en cas d'inaction, mais aussi de s'appuyer sur des exemples de réussites, telles que celles présentées dans les films *Demain* et *Après-demain* et de passer à l'action.

Il est très positif de constater qu'une conscience collective émerge autour des enjeux écologiques. La ville est la bonne échelle pour rassembler et catalyser les énergies, relayer les initiatives et relever le défi d'agir concrètement pour la transition avec les habitants.

Comme son nom l'indique, cette transition est au cœur des objectifs de notre association qui contribuera à mettre en œuvre autant que possible les actions proposées, à l'issue du grand débat.